

LE NONDE 25/06/22

Ecoles primaires : les résultats des concours confirment la pénurie d'enseignants

Les postes aux concours ne seront pas tous pourvus. A Versailles et à Créteil, des centaines d'entre eux pourraient même rester vacants, alertent les syndicats. Face à l'urgence, les académies engagent des contractuels.

Par [Mattea Battaglia](#) et [Violaine Morin](#)

Publié le 24 juin 2022 à 19h02 - Mis à jour le 25 juin 2022 à 05h54

Temps de Lecture 3 min.



Dans une classe élémentaire, à Lyon, en septembre 2021. JEFF PACHOUD / AFP

L'alerte avait été donnée à la mi-mai. Elle est désormais confirmée : les résultats définitifs des concours de recrutement des enseignants du premier degré, qui ont commencé à circuler dans toutes les académies – ou presque –, vendredi 24 juin, confirment, pour la rentrée 2022, les pires craintes agitées par les syndicats d'enseignants : à Paris, 62 enseignants manquent à l'appel (219 postes ouverts pour 157 admis). Il manque 660 postes à Créteil (1 079 postes, 419 admis) et 1 006 à Versailles (1 430 postes, 424 admis), selon les calculs du SNUipp-FSU.

Seulement un poste sur trois pourvu en Ile-de-France ? A ce stade, le « *ratio choc* » avancé, vendredi matin, par le site d'informations spécialisé *Café pédagogique* reste à confirmer : on attend encore, pour le 5 juillet, les résultats des deux concours complémentaires du premier degré instaurés, sous la gauche, à Créteil et à Versailles, pour, à l'époque déjà, tenter d'endiguer la tendance.

Mais difficile d'imaginer qu'ils puissent, à eux seuls, fournir les contingents nécessaires : ces deux concours n'offriraient, à eux deux, que 700 postes – 500 à Créteil, 200 à Versailles, de source syndicale. De son côté, l'éducation nationale préfère attendre les résultats de tous les concours (y compris du second degré) pour communiquer.

Une « crise structurelle » tendant à « se généraliser »

Cette crise du recrutement, particulièrement aiguë dans les académies franciliennes – qui regroupent les zones les plus fragiles –, concerne des territoires jusqu'ici épargnés par les difficultés. Le « *taux d'admissibilité* » était faible, cette année, dans plusieurs académies, dont Dijon et Montpellier. Cette dernière fait finalement le plein, mais, à Dijon, où il y avait 1,2 admissible pour un poste, six candidats manquent à l'appel. Un déficit d'une petite poignée d'enseignants est aussi à noter à Amiens, à Besançon et à Nice. A Grenoble, il manque onze enseignants. A Nancy-Metz, quatorze postes restent non pourvus.

Réuni en congrès, à Mulhouse (Haut-Rhin), du 13 au 17 juin, le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire au primaire, n'a pas hésité à parler de « *crise structurelle* » tendant à « *se généraliser* ». Face à ces sombres prédictions, que faire ? Le SNUipp-FSU appelle à mettre en place des prérecrutements, en s'adossant notamment aux listes complémentaires. **Le SE-UNSA a, lui, déposé une « alerte sociale », distinguant des « mesures immédiates » (augmentation du nombre de stagiaires, recrutement en urgence de contractuels...) d'un « travail profond sur l'attractivité » à mener pour tous les métiers de l'éducation. C'est ce que ce syndicat a mis en avant dans un courrier adressé, mercredi 22 juin, au ministre de l'éducation.**

Pour réussir à mettre en place un professeur devant chaque classe, le 1^{er} septembre, Pap Ndiaye dispose de peu de temps... et de peu de leviers. « *La prochaine rentrée intervient dans un contexte délicat de recrutement de professeurs* », a-t-il reconnu, lors de sa première prise de parole officielle, à l'issue du conseil des ministres, le 14 juin. A cette occasion, le ministre s'est engagé à ce qu'une « *cellule de rentrée* » soit active dès le 22 août, dans chaque rectorat, pour « *permettre de prévenir et de résoudre les dernières difficultés* ».

« Les élèves des quartiers populaires vont payer le prix fort »

En guise de solution « d'urgence », les rectorats misent, à ce stade, sur le recours aux contractuels. Ces dernières semaines, les académies en tension ont, pour certaines, organisé des « *job datings* », des opérations de recrutement express à leur intention. Le nombre de postes ouverts révélait, déjà, l'ampleur des besoins : à Versailles, on recherchait 700 contractuels pour les écoles primaires (1 300 personnels, en tout, en comptant le second degré). A Paris, quelque 250 postes étaient ouverts.

Une méthode qui inquiète la communauté éducative, en particulier dans les académies les plus touchées par la pénurie. « *Les élèves des quartiers populaires vont payer le prix fort, s'alarme Guislaine David, secrétaire générale du SNUipp-FSU. Mais, à court terme, on n'a pas d'autre choix que de recruter des contractuels* » pour pallier l'urgence.

Signe de l'ampleur de la crise, la FSU, longtemps opposée à la logique de la contractualisation locale d'enseignants n'ayant pas obtenu les concours, avance ses propres pistes. Le syndicat majoritaire plaide désormais pour l'« *accompagnement* » des contractuels, en proposant, par exemple, un concours spécifique pour ces derniers, au bout d'un an. « *Il faut absolument former ces enseignants, qui seront, de toute façon, devant les enfants à la rentrée*, souligne la FSU. *On ne devient pas enseignant en trente minutes de job dating. Il faut proposer un parcours, qui se soldera par un véritable engagement dans la fonction publique.* »